

BREF HISTORIQUE DU MOUVEMENT DE LA CLASSE PROLETARIENNE DANS L'AIRE EURO-NORD AMERICAINE DES ORIGINES A NOS JOURS

(REVOLUTION COMMUNISTE - THESES DE TRAVAIL)

4.3. LE MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS APRES LA COMMUNE (1872-1889)

Nous continuons dans ce numéro la publication de notre étude sur le mouvement ouvrier. Dans la période à laquelle nous en sommes arrivés (1872-1889), le chemin vers une réunification mondiale du prolétariat et la reconstitution de son parti de classe international passe d'abord par le renforcement du communisme et l'approfondissement de l'organisation du parti dans chaque pays. Soit donc, formellement sur une base nationale, mais en fait toujours sur la base, internationaliste par nature, du programme communiste.

L'épisode français, que nous aborderons en deux parties successives, témoigne, à l'instar de l'Angleterre, de l'immense difficulté qu'a eu le communisme à pénétrer les milieux politiques du mouvement ouvrier, ailleurs qu'en Allemagne, pays "théoricien" par excellence. Si en Angleterre, c'est le pragmatisme réformiste qui bloque l'émergence d'un authentique parti communiste (cf. RINC N°3), en France, le blocage vient en partie du fait que le prolétariat de ce pays lie, sur le plan politique, son sort à celui de la bourgeoisie, et ceci au nom d'un "souvenir commun", celui de la révolution française de 1789.

Dans cette première partie, nous étudierons les conditions historiques et politiques d'un tel retard, compte tenu du poids de la tradition républicaine en France.

Puis, dans une deuxième partie (à paraître dans RINC N°5), nous exposerons la marche historique de la constitution du parti ouvrier en France.

oOo

4.3.1. La Commune de Paris (cf. CouC N°23) a marqué un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier français et dans celle du prolétariat tout entier. Après la défaite de 1871, bientôt suivie, en 1872 de la mort de l'AIT, (le parti formel international du prolétariat, dont le siège était transféré à New-York pour ne pas tomber aux mains des anarchistes qui portèrent à bout de bras une Internationale moribonde jusqu'en 1876), une chape de plomb s'abat sur le prolétariat français.

Atteint dans sa chair même par la défaite de la Commune de Paris, vidé de sa substance révolutionnaire par le fer et par le feu, le prolétariat français entre, à partir de 1871, dans une noire période de contre-révolution, où le poids de la défaite et l'ampleur de la répression se conjuguent pour annihiler toute activité révolutionnaire de la classe.(1) Dans ces conditions, la tâche de l'heure est à la

recomposition patiente du mouvement en évitant toute éruption de violence spontanée qui n'aurait pour but que d'enfoncer un peu plus le prolétariat dans la contre-révolution.

"Si une chose est certaine, c'est que le prolétariat parisien - après une guerre épuisante, après la famine de Paris, et surtout l'atroce saignée des journées de mai 1871 - a besoin de toute une période de repos, afin de rassembler de nouveau ses forces, toute tentative prématurée de soulèvement ne pouvant avoir pour conséquence qu'une défaite nouvelle, si possible encore plus terrible." (Engels. Volkstaat. 26.6.1874)

L'heure n'est momentanément plus à l'assaut révolutionnaire, comme le souhaitent, de manière idéaliste et volontariste, les blanquistes. Au contraire, si les circonstances le permettent, il faudrait procéder comme les communistes allemands, c'est-à-dire donner la priorité au regroupement et à l'unification méthodique des masses ouvrières pour préparer les futures campagnes révolutionnaires.

"Les communistes allemands sont communistes parce qu'ils passent par tous les stades intermédiaires et compromis (2) - qui ne sont pas faits par eux, mais par le développement historique - en ayant toujours clairement devant les yeux le but final qu'ils poursuivent sans cesse : l'abolition des classes et l'instauration d'une société où n'existe plus de propriété privée du sol et des moyens de production." (idem)

4.3.2. Avec la disparition du parti formel international du prolétariat, qu'il est impossible de reconstituer dans l'immédiat, sur des bases artificielles et volontaristes, la tactique du communisme international consiste à concentrer toutes ses forces pour fortifier et renforcer les positions révolutionnaires sur le plan local (national), afin que lorsque les conditions matérielles mettront la reformation du parti à l'ordre du jour, celui-ci se reconstitue sur une base la plus pure possible, débarrassée des scories du passé. Si, contrairement à l'Allemagne où les conditions historiques pour la reprise du mouvement existent, la France a vu un coup d'arrêt au processus révolutionnaire, cela n'empêche pas que, sur le plan historique, les conditions soient données pour que le mouvement reprenne sur des bases plus claires, plus authentiquement prolétariennes.

D'une part, la Commune avait démontré la nécessité de l'action politique, de la prise du pouvoir par le prolétariat, leçons que l'AIT fit immédiatement siennes en éliminant les anarchistes au congrès de la Haye en 1872, mais d'autre part elle avait montré la prédominance du prolétariat moderne et de son programme : le communisme, sur les écoles socialistes héritées du passé et encore entachées des faiblesses inhérentes à la lutte au sein d'un mode de production capitaliste non encore intégralement développé.

"En 1871 - même à Paris - ce centre d'artisanat d'art - la grande industrie avait déjà cessé à ce point d'être une exception que le décret de loin le plus important de la Commune institua une organisation de la grande industrie et même de la manufacture, qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais encore réunir toutes les associations en une grande fédération; bref, une organisation qui - comme le dit très justement Marx dans la Guerre civile - devrait aboutir au

communisme c'est-à-dire à l'exact opposé de la doctrine de Proudhon. C'est aussi pourquoi la Commune fut le tombeau de l'école Proudhonienne du socialisme."

(Engels. Introduction de 1891 à "La guerre civile en France")

4.3.3. Sur le plan théorique, le programme communiste avait prouvé sa suprématie sur les écoles proudhoniennes, socialistes utopiques etc. dont l'idéologie avait infecté et paralysé la Commune. Néanmoins il restait à affirmer cette suprématie dans la pratique et si cette prédominance ne s'est pas affirmée de manière aussi nette au cours des années 1880, loin de là, cela est lié à un certain nombre de conditions défavorables qui entravaient l'essor du mouvement ouvrier en France.

Tout d'abord, comme on l'a vu à propos de l'Allemagne, le centre révolutionnaire s'était déplacé vers l'Est, où les conditions historiques favorisaient mieux la dynamique révolutionnaire. La Commune fut le dernier grand acte révolutionnaire du prolétariat français. Par la suite ce dernier ne sut pas prendre le chemin de l'organisation systématique comme ce fut le cas en Allemagne, et perdit sa suprématie révolutionnaire sur le mouvement ouvrier international.

En second lieu, la France prenait du retard dans son développement capitaliste, le poids de la petite propriété paysanne se manifestant sur l'essor des forces productives. La bourgeoisie française, par peur du prolétariat, était d'ailleurs prête à s'appuyer sur cette force réactionnaire. Enfin, le prolétariat français, qui avait toujours été la tête "politique" du prolétariat international, éprouvait une grande répugnance à l'égard de la théorie en général, tare aggravée par son chauvinisme et sa résistance à voir dans le communisme allemand une expression véritablement internationale et non simplement "prussienne" de l'être révolutionnaire du prolétariat. Ainsi, même en acceptant formellement les présupposés théoriques du communisme, les chefs du prolétariat français (Guesde, Lafargue) étaient incapables d'en comprendre et d'en appliquer toute la portée dialectique, ce qui leur valait les remontrances d'Engels. Sur le plan des références historiques, le prolétariat français - et c'est là une constante de ce prolétariat national jusqu'au 20^e siècle, comme le montra une étude de la Gauche Communiste d'Italie - héritait d'une très lourde tradition "républicaine" qui finit par le paralyser et le transformer en champion des idéaux bourgeois au détriment de ses propres intérêts historiques de classe.

4.4.4. Historiquement, 1871 marquait, pour l'Europe occidentale, la fin d'un cycle de révolutions bourgeoises. L'Allemagne réalisait enfin son unité nationale, et la France consolidait son régime républicain bourgeois, trempé dans le sang du prolétariat. En ce qui concerne la France, la clôture définitive du cycle révolutionnaire bourgeois (désormais toutes les luttes pour le pouvoir ne sont que des redistributions des cartes au sein des diverses fractions de la classe bourgeoise) imposait une nouvelle tactique au prolétariat : celui-ci ne pouvait plus espérer se glisser à la faveur d'un mouvement insurrectionnel provoqué par la bourgeoisie. La république bourgeoise entraînait dans sa phase de consolidation, et le prolétariat devait se préparer au rôle d'opposition à celle-ci, en attendant l'heure de se dresser comme facteur révolutionnaire autonome face à l'Etat bourgeois dans son ensemble.

De ce point de vue, l'étude du mouvement ouvrier français de 1872 à 1889 est riche d'enseignements pour le milieu révolutionnaire

aujourd'hui. Tout comme pour l'Allemagne, nous disposons des documents permettant d'analyser l'attitude de Marx et Engels - le parti historique - vis-à-vis du mouvement français, et la tactique suivie par les communistes dans une phase qui était celle de la consolidation des rapports sociaux capitalistes, de l'éloignement temporaire de la perspective révolutionnaire, et du développement "pacifique" du capitalisme sur la base de la société bourgeoise débarrassée des résidus des anciennes formes de production.

"Marx - et moi en seconde ligne - avons la même position vis-à-vis des français que des autres mouvements nationaux. Nous sommes en relation constante avec eux, pour autant que cela en vaut la peine et quand l'occasion se présente, mais toute tentative d'influencer les gens contre leur volonté ne pourrait que nous nuire et miner la vieille confiance qui date du temps de l'Internationale. Sans compter que nous avons trop d'expérience des "choses révolutionnaires" pour le faire."
(Engels à Bernstein. 25.10.81)

4.3.5. Jusqu'au milieu des années 1870, les forces avec lesquelles les communistes internationalistes pouvaient rester en contact en France étaient pratiquement inexistantes. La défaite et la répression de 1871, suivie par la vague de procès, exils, déportation etc. entraîna la dispersion des forces révolutionnaires du prolétariat français.

Comme nous le verrons dans la deuxième partie de ce texte, ce n'est qu'à partir de 1876 qu'on assiste à une recomposition du mouvement et à la tentative de remettre sur pied une organisation ouvrière sur le plan national.

4.3.6. D'emblée le mouvement ouvrier renaissant en France sera confronté à la question, classique pour ce qui concerne ce pays, de la forme de l'Etat et du type de gouvernement bourgeois. A compter de 1871 il n'existe plus d'autre solution historique pour la bourgeoisie que de gouverner sous la forme qui sert le mieux ses intérêts, à savoir la république démocratique. C'est une étape importante, dans la mesure où, comme l'ont montré à plusieurs reprises Marx et Engels, la forme républicaine de gouvernement est celle qui permet le mieux l'expression de la lutte de classes, nul "paravent" ne venant plus masquer aux yeux du prolétariat la nécessité d'en finir avec l'état bourgeois. Désormais il ne s'agit plus de se débarrasser de la monarchie ou de telle ou telle branche royaliste au pouvoir, mais d'engager la lutte contre la république bourgeoise elle-même afin de lui substituer l'état prolétarien, la dictature du prolétariat.

"Dans la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie, la monarchie bonapartiste (dont les caractéristiques ont été développées par Marx dans le 18 Brumaire et par moi dans la question du logement) joue un rôle analogue à celui de la vieille monarchie absolue dans la lutte entre le féodalisme et la bourgeoisie. De même que cette lutte ne pouvait être menée à terme sous la monarchie absolue, mais seulement sous la constitutionnelle (Angleterre, France de 1789-92 et 1815-1830), elle ne pouvait l'être entre bourgeoisie et prolétariat que sous la république. En conséquence, si des conditions favorables et l'histoire antérieure des français ont contribué à faire tomber Bonaparte et à introduire la république bourgeoise, les Français ont cet avantage sur nous

qui sommes enfoncés dans un embrouillamini de semi-féodalisme et de bonapartisme qu'ils possèdent déjà la forme sous laquelle la lutte doit être menée jusqu'à son terme et qu'en Allemagne nous devons commencer par conquérir. En politique, ils sont donc en avance sur nous de toute une étape. Une restauration monarchique en France devrait donc avoir pour conséquence de remettre à l'ordre du jour le rétablissement de la république bourgeoise; le maintien de la république signifie, en revanche, une aggravation jusqu'à la crise de la lutte de classe directe et non déguisée entre prolétariat et bourgeoisie."

(Engels à Bernstein 27.8.1883)

Il faut souligner vigoureusement ici, qu'en aucun cas cette analyse de Marx et Engels ne signifie une quelconque allégeance, ou même une illusion sur ce qu'est réellement la démocratie bourgeoise. Dialectiquement, la théorie communiste affirme que ce régime est le plus apte à laisser agir à plein les contradictions "naturelles" de la société de classes moderne. Parallèlement, cette affirmation s'accompagne, et ceci dès les années 1848, de la plus impitoyable critique de la démocratie et de ses mystifications.

"La révolution française développa la démocratie en Europe. La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge, et au fond, une pure hypocrisie (une théologie comme diraient les Allemands). Et cela vaut, à mon avis, de toutes les formes de gouvernement. La liberté politique est un simulacre, et le pire esclavage possible; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour : ou bien un véritable esclavage, et cela signifie un despotisme non déguisé, ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité et cela signifie le communisme.

La révolution française a produit ces deux éléments : Napoléon instaura l'un, Babeuf l'autre."

(Engels. Progrès de la réforme sociale sur le continent.)

4.3.7. Les deux décennies suivant la Commune seront donc celles de la consolidation de la république démocratique née sur les charniers des prolétaires qui avaient osé vouloir opposer leur ordre à celui des classes dominantes. Le nouveau cycle politique de la bourgeoisie exigeait l'unification de celle-ci et la conversion de l'aristocratie financière et de la haute bourgeoisie, jusqu'alors monarchiste, en partisans de la république. Cette évolution politique ne se fit pas forcément sans à-coups, et à plusieurs reprises le prolétariat français fut confronté à la question de la "défense de la république". Si les masses firent en certaines circonstances preuve d'un sûr instinct de classe, et dans d'autres se vautrèrent aux pieds d'aventuriers (Boulangier), les chefs eux, témoignent par leur attitude des faiblesses du mouvement en France, toujours prompt à mettre en avant la "solidarité républicaine" au détriment de son activité autonome de classe, courant qui évoluera au XX^e siècle, après une double trahison, vers la très prostituée "gauche républicaine" social-démocrate ou le "socialisme aux couleurs de la France" cher au PCF.

L'examen de ces différents épisodes et de la manière dont les

communistes internationalistes engageaient le parti français à les traiter sont riches d'enseignement, aussi bien sur les questions de tactique politique intérieure, que sur la compréhension des questions internationales que se doit d'avoir le parti ouvrier.

4.3.8. Sur le plan intérieur, le communisme dénonce l'indifférence vis-à-vis de la politique de la bourgeoisie et de la forme de l'Etat. Certes désormais le prolétariat n'a plus à faire alliance avec une fraction de la bourgeoisie pour liquider les restes de formes de production antérieures. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne suit pas avec la plus grande attention l'évolution politique de la société bourgeoise afin de saisir le moment le plus propice où lui-même pourra entrer en lice sur ses propres positions historiques de classe.

Sur tous les événements de la vie sociale, le parti du prolétariat est amené à prendre position et à défendre ses principes. Il ne saurait donc s'en désintéresser purement et simplement. Dans le dernier quart du 19^e siècle, le prolétariat fut amené à définir une tactique par rapport à la consolidation de la république bourgeoise que, dans un premier temps, il avait aidé à instaurer.

4.3.9. Juste après la Commune, c'est Thiers, son bourreau, qui était président de la République. En 1873, un complot monarchiste plaça Mac-Mahon, chef de l'armée, à la tête de l'Etat. Mais ce complot devait échouer devant les divisions du camp monarchiste, toujours partagé entre légitimistes (Bourbons) et Orléanistes. Les légitimistes revendiquaient carrément le retour à l'ancien régime, la restauration des privilèges, la réintroduction du drapeau blanc etc. De telles exigences outrancièrement réactionnaires étaient inacceptables pour la branche modérée de la monarchie et finirent par pousser celle-ci à un compromis au centre, avec les républicains conservateurs. En 1875 se met en place un régime parlementaire avec des lois constitutionnelles. Les élections de 1875 puis celles de 1877 donnèrent la victoire aux républicains, à l'Assemblée et au Sénat, entraînant finalement en 1879 la démission de Mac-Mahon.

4.3.10. La période 1879-1885 est celle de la consolidation de la république, oeuvre des républicains dits "opportunistes", partisans de la Realpolitik. Sous l'égide de politiciens comme Jules Ferry se mettent en place les mécanismes de la démocratie politique (systèmes des municipalités, réforme de l'éducation, lutte contre la religion). L'établissement de la république bourgeoise ranime un front des mécontents aussi bien du côté des monarchistes, que des ouvriers, qui attendent toujours les réformes sociales. Sur cette base se développe un courant anti-parlementaire qui s'incarne, comme par le passé dans un homme providentiel, nouveau César sauveur de la société française : le général Boulanger. Ce dernier devient ministre de la guerre en 1886 avant de triompher aux élections de 1889 surtout grâce au vote de Paris, et donc au vote ouvrier (cf. plus loin les réactions du parti communiste). Mais la vague se dégonfle peu après et le grand homme, miné par l'échec, finit par se suicider en 1891. Cet épisode fut en fait la dernière tentative sérieuse de la réaction pour en finir avec la République. Elle amène les monarchistes à se rallier historiquement et à composer définitivement avec la République dont ils formeront désormais l'aile conservatrice, avec les républicains d'ordre, tandis que les classes moyennes forment l'aile gauche républicaine (radicaux) sous l'égide de politiciens comme Clémenceau et Gambetta. Le rôle d'opposition progressiste à la république revient donc désormais au seul prolétariat dont le parti obtient, aux élections de 1893, 50 députés à l'Assemblée Nationale.

4.3.11. Ainsi la France a mis plus de trois quart de siècle à instaurer de manière définitive la république parlementaire. Vers la fin du 19^e siècle celle-ci est un fait accompli. Mais ce faisant, la bourgeoisie n'a toujours pas résolu - et pour cause ! - la "question sociale", au contraire elle trouve désormais face à elle, en un combat singulier, son implacable ennemi : le prolétariat. Dès lors le dilemme historique de la bourgeoisie est le suivant : comment neutraliser cette nouvelle force sociale qui a surgi en même temps que la bourgeoisie et qui menace déjà ses forteresses à peine celles-ci édifiées ?

Or "la bourgeoisie ne peut pas gouverner sans l'appui de la classe ouvrière" (Engels). La France, pays "politique" par excellence, sera le champ de toutes les expérimentations politiques visant à intégrer le prolétariat à la sphère bourgeoise, tandis que l'Angleterre expérimentera plus tôt qu'ailleurs les réalisations sociales, et que l'Allemagne fournira, avec le révisionnisme, l'expression théorique du réformisme.

Dans le même temps, la consolidation de la phase de soumission réelle du travail au capital permet l'établissement définitif des modes de fonctionnement de ce dernier. Le MPC se trouve donc mieux à même, dans les périodes de prospérité d'acheter le soutien de la classe ouvrière. Les intérêts du capital obligent à essayer de tempérer les antagonismes de classe en utilisant les possibilités nouvelles fournies par le développement du MPC (reconnaissance des syndicats, démocratie sociale, amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière etc.)

4.3.12. Une fois ce développement historique atteint, la bourgeoisie peut se permettre de bazarder tout ou partie de la mythologie révolutionnaire sur laquelle elle a bâti historiquement sa légitimité. De ce point de vue, l'enjeu politique de la mascarade du "Bicentenaire" de la révolution française au cours de l'année 1989 a été très clair. Il s'agissait, pour la bourgeoisie de ce pays, Actuellement dirigé par la social-démocratie qui achève sa mue de grande gestionnaire des affaires du capital, d'effacer tout ce qui peut rappeler de près ou de loin qu'une révolution est, comme disait Engels "la chose la plus autoritaire qui soit !".

C'est ainsi que l'on aura vu et entendu, au cours de l'année, défiler en un ballet écoeurant républicains et curés, royalistes et bureaucrates, artistes et hommes politiques, picorant de-ci de-là dans la grande fresque révolutionnaire bourgeoise des années 1789-1795 ce qui les arrange respectivement le mieux, avec dans la tête et à la bouche un seul mot, un seul souci : celui de la réconciliation nationale.

Surtout il fallait gommer les affreux souvenirs du 21 Janvier 1793 - exécution de Louis XVI que l'on fait acquitter par la démocratie hertzienne et minitélisée en 1989 -, de la Terreur, des émeutes de la fin de l'embryonnaire prolétariat parisien, de la conjuration des Egaux de Babeuf 1795, seul évènement que nous communistes serions à même de revendiquer (le premier parti communiste agissant).

La bourgeoisie est désormais devenue une classe tellement inutile, tellement parasitaire, tellement pusillanime - et d'ailleurs où ne l'a-t-elle pas été de l'Allemagne de 1848 à la Russie de 17, laissant

le prolétariat se faire trouer la peau, pour lui voler ensuite le pouvoir et y installer ses infects régimes d'exploitation ? - qu'elle est désormais incapable de regarder en face cette vérité : la démocratie bourgeoise est née de la Terreur, les droits de l'homme bourgeois, dont Marx fit une magnifique critique à propos de "La question juive" sont nés à coups de violence et de guillotine, toutes les institutions modernes qui servent à la bourgeoisie pour gouverner n'auraient jamais vu le jour sans cet événement le plus anti-démocratique qui soit : le renversement autoritaire de l'ancien régime et de la classe qui le soutenait par les masses plébiennes et paysannes au profit de ceux qui les représentaient alors : la bourgeoisie.

L'un des plus grands drames du mouvement ouvrier français au cours des décennies qui ont suivi, a été de vouloir se poser en digne continuateur et héritier d'un mouvement que la bourgeoisie aurait soi-disant laissé tomber. Les stalinien du PCF sont bien les dignes et tristes héritiers de cette tradition, avec leur chauvinisme et leur socialisme "aux couleurs de la France". En fait, le mouvement a été mené à son terme. L'épopée révolutionnaire de la bourgeoisie française est depuis bien longtemps une AFFAIRE CLASSEE. Le prolétariat n'a rien à revendiquer dans la continuation de ce mouvement ni rien à fêter dans la mascarade qui bat son plein. Bordiga soulignait que le drapeau du nationalisme et de la démocratie planté là par la bourgeoisie en cours de route N'AVAIT PAS à être ramassé et brandi par le prolétariat. A chaque fois qu'il s'est laissé entraîner sur ce terrain, il a payé cher cette erreur politique. La démocratie réalisée, c'est toujours plus d'exploitation, toujours plus de misère pour le prolétariat avec en prime le "droit" d'aller se faire tous les cinq ans fouler aux pieds au parlement ou au conseil municipal.

4.3.13. Dans toute sa veulerie, la bourgeoisie de 1989 a montré qu'elle voulait gommer de son passé la tare, qui pendant tout un temps a passé pour une gloire. Faute de haute technologie qui fasse vibrer la fibre patriotique des stalinien, la France, traditionnellement exportait deux choses : le foie gras, et la tradition républicaine révolutionnaire. Le premier est désormais importé de Hongrie et la seconde sera définitivement enterrée sous les fastes du bicentenaire.

L'effrayante duperie ainsi réalisée avec la mobilisation de tous les médias et de toutes les énergies démocrates, au point que nul trouble-fête, pas même gauchiste n'est venu se manifester, correspond bien aussi à un moment précis pour la classe dominante qui représente les intérêts du capital en France. Déjà dans notre N°21, à propos des élections présidentielles de 1988 nous avions souligné que l'enjeu était désormais de moderniser la démocratie en France dans un sens social-démocrate, en mettant sur pied deux grands partis pratiquant "l'alternance démocratique" (système en vigueur depuis longtemps aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne etc.) Ce travail a déjà été réalisé par et pour la gauche par le PS, qui s'avère désormais la principale force capable de représenter les intérêts du "travail". Reste la droite, qui n'en finit pas de se remettre de ses défaites, et pour la première fois a reconnu que sa déconfiture actuelle l'obligera tôt ou tard à s'unifier dans un grand parti conservateur, condition nécessaire pour humer un autre jour l'air du pouvoir et l'odeur de ses subsides.

Pour cela, il était aussi important que l'idéologie d'Etat renonce en bloc et officiellement à tout ce qui pouvait raviver des souvenirs de "guerre civile" dans la référence à la Révolution française. Il fallait gommer de cet événement tout ce qui pouvait nuire à la

grandeur de la démocratie et de la politique. En bref il fallait la "belle" révolution de 89 sans la terreur de 92 et le communisme de 95, comme Marx disait de 1848 que Février représentait la belle révolution contre la "laide" révolution ouvrière de Juin.

On notera d'ailleurs à ce propos que c'est à nouveau à la gauche bourgeoise, pourtant officiellement héritière du robespierrisme qu'il est revenu de faire l'essentiel du chemin, comme sur bien d'autres sujets. Comme quoi il arrive que, malgré certaines analyses, la gauche soit bien plus utile au pouvoir que dans l'opposition !

4.3.14. Ceci dit, l'enterrement officiel de la phraséologie révolutionnaire bourgeoise, comme tout évènement qui signe l'accomplissement de la contre-révolution, a quelque chose de positif pour le camp révolutionnaire. En effet, le principal handicap qui a marqué le mouvement ouvrier français depuis ses origines est le mythe républicain révolutionnaire. La révolution bourgeoise ne s'est faite, en France, de manière aussi radicale que parce que les masses plébiennes, le prolétariat naissant, est intervenu de la manière la plus énergique dans le processus révolutionnaire anti-féodal. L'analyse de la théorie communiste a parfaitement montré que, faute d'une telle intervention, la bourgeoisie est par nature poussée au compromis, à la négociation avec les anciennes classes dominantes, et qu'elle ne se lance dans l'action révolutionnaire radicale que poussée sur son flanc gauche par la pression des classes prolétaires. Là où ce facteur manque ou s'exprime avec moins d'énergie, comme en Angleterre ou en Allemagne, le régime bourgeois se stabilise sous la forme de la monarchie constitutionnelle, sans aller jusqu'à instaurer des institutions républicaines intégralement développées. C'est au nom d'une telle analyse que Lénine, par exemple, comprit qu'en Russie, face à une bourgeoisie totalement incapable d'assurer ses tâches historiques, il revenait au prolétariat de réaliser les tâches et de la révolution bourgeoise et de la révolution prolétarienne.

Par contre, cette dialectique de la révolution double, qui fait en même temps reconnaître la démocratie comme le régime le plus favorable à l'expression pure des antagonismes de classes, et se livre à une impitoyable critique de la démocratie, manquait totalement aux dirigeants ouvriers français. C'est ainsi que Jaurès en tant que français, reprochait à l'allemand Bebel d'être le dirigeant d'une classe ouvrière qui n'avait à montrer aucun haut fait révolutionnaire. Ce chauvinisme, cette concession éhontée à l'idéologie bourgeoise, a évidemment offert un terrain en or pour les manoeuvres de la bourgeoisie visant à prendre pied dans le camp prolétarien. D'où le fort opportunisme qui a toujours marqué le mouvement ouvrier français.

4.3.15. La revendication de la "défense de la République" pour le prolétariat constitue d'autant plus un dévoiement de la lutte révolutionnaire que la situation historique interdit tout retour en arrière et toute restauration effective de la monarchie. A titre d'hypothèse, il est juste de dire que, dans ce cas, le prolétariat devrait défendre la République, de la même manière qu'Engels disait dans les années 1890, qu'en cas de guerre de la Russie réactionnaire contre l'Allemagne (et dans le cadre de l'alliance franco-russe), le parti allemand aurait dû appeler à la défense de la nation allemande comme condition de la survie du mouvement socialiste allemand. Mais, faute d'une capacité réelle à comprendre dialectiquement les situations historiques, une partie du socialisme français confondra le cours "naturel" du capital et de la république bourgeoise vers le despotisme (cours intégralement prévu et analysé par le programme communiste) avec une menace contre la république bourgeoise, par

exemple pendant l'affaire Dreyfus. Par la suite cette tradition s'épanouira largement avec l'antifascisme.

Par ailleurs, la lutte pour l'établissement de la république bourgeoise signifie lutte pour l'établissement de la domination bourgeoise sous sa forme la plus pure, et non lutte pour la forme elle-même. C'est pourquoi cette lutte ne reste pas indéfiniment à l'ordre du jour. L'existence d'une lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie s'accommodait fort bien de la subsistance de la couronne d'Angleterre. Une fois la phase réelle définitivement établie le prolétariat ne lutte plus que contre la domination de la bourgeoisie, quelle que soit la forme politique de sa domination. C'est ce qu'Engels défendait contre Lafargue, en essayant de rabattre la prétention des socialistes français à la direction du mouvement international, sous prétexte qu'eux seuls en Europe, bénéficiaient de l'avantage de lutter sous un régime républicain.

"Votre république après tout a été faite par le vieux Guillaume et Bismarck, elle est tout aussi bourgeoise que tous nos gouvernements monarchiques, et il ne faut pas croire qu'avec le cri de vive la république le lendemain du Panama, vous trouviez un seul adhérent dans toute l'Europe. La forme républicaine n'est plus que la simple négation de la monarchie - et le bouleversement de la monarchie s'accomplira comme simple corollaire de la révolution (ce qui veut dire qu'elle n'en est plus un présupposé, mais une conséquence - NDR-); et en Allemagne, les partis bourgeois sont si achevés que nous devons passer immédiatement à la république sociale. Vous ne pouvez donc plus opposer votre république bourgeoise aux monarchies comme une chose à laquelle les autres nations auraient à aspirer. Votre république et nos monarchies c'est tout un, vis-à-vis du prolétariat; si vous nous aidez contre nos bourgeois monarchiques, nous vous aiderons contre vos bourgeois républicains. C'est cas de réciprocité, nullement de délivrance des pauvres monarchiques par les généreux républicains français, cela ne cadre pas avec l'idée internationale et encore moins avec la situation historique qui a mis votre république au pied du Tsar."

(Engels à Lafargue le 27.06.1893)

4.3.16. Tous les développements qui eurent lieu dans les années 1870-1880 rendirent d'autant plus difficile la formation d'un véritable parti ouvrier apte à intégrer les leçons du passé de l'histoire de la classe en France (journées de juin, Commune) et de l'expérience internationale du prolétariat, et à se revendiquer d'emblée du programme communiste. Le rôle de ce parti est d'organiser la classe prolétarienne dans un esprit de préparation révolutionnaire afin de saisir le moment favorable à une intervention révolutionnaire.

Ce moment aura lieu lorsque l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie aura été poussé à son paroxysme, c'est-à-dire lorsque la république bourgeoise aura épuisé son cycle en ne laissant au prolétariat pas d'autre alternative historique que d'engager la lutte ouverte pour sa destruction. A travers toutes leurs analyses, Marx et Engels ont montré que la période ouverte en 1872 reproduisait sur le terrain de l'évolution "pacifique" de la société bourgeoise le schéma à l'oeuvre dans la révolution française entre 1792 et 1795 : cycle d'épuisement des fractions bourgeoises au pouvoir jusqu'aux plus radicales d'entre elles, poussées par la masse des prolétaires; affrontement final entre la bourgeoisie la plus "à gauche" et le prolétariat constitué en parti politique distinct.

"C'est ce qui se déroule actuellement en France où la lutte politique se déroule comme toujours sous sa forme classique. Les gouvernements qui se succèdent s'orientent toujours plus à gauche, ce sont des concessions aux ouvriers (cf. la dernière grève de Denain, où pour la première fois la troupe n'est pas intervenue), et ce qui est encore plus important, c'est que le terrain sera de plus en plus déblayé pour le combat décisif, tandis que les prises de position politiques seront toujours plus claires et plus pures. Je considère ce développement lent mais irréversible de la république française vers son nécessaire résultat final : l'antagonisme entre bourgeois radicaux jouant les socialistes et ouvriers véritablement révolutionnaires comme l'un des événements les plus importants et je souhaite qu'il ne soit pas interrompu; je suis content que nos gens ne soient pas encore assez forts à Paris (pour cela ils n'en sont que plus forts en province) pour se laisser aller par la force de la phraséologie révolutionnaire à des putschs." (Engels à Bebel 6.6.1884)

A propos d'une élection en 1885, Engels écrit également :

"Mais dans tous les cas, il y aura en présence radicaux et monarchistes. LA République courra juste le danger nécessaire pour forcer le petit-bourgeois à se pencher un peu plus vers l'extrême-gauche, ce qu'il n'aurait jamais fait autrement. C'est précisément la situation qu'il nous faut, à nous communistes. Jusqu'à présent, je ne vois pas de raisons pour croire que la marche si exceptionnellement logique du développement politique de la France ait dévié : c'est toujours la logique de 1792-1794; seulement, le danger que causait alors la coalition, est aujourd'hui causé par la coalition des partis monarchiques à l'intérieur. A la regarder de près, elle est moins dangereuse que ne l'était l'autre..." (Engels à Lafargue 12.10.1885)

C'est sur la base de cette analyse politique que le parti communiste historique analysait la situation en France et prodiguait ses conseils au parti ouvrier.

4.3.17. A la fin des années 1870 existent un certain nombre de facteurs favorables à la reprise de la lutte du prolétariat. La Commune, dont les chefs réformistes du prolétariat avaient voulu conjurer le fantôme en affirmant bien haut au premier congrès ouvrier de 1876 qu'ils ne souhaitaient aucune activité révolutionnaire, s'affirme positivement avec l'amnistie et le retour des exilés (dont certains comme Vaillant avaient pris contact avec le communisme international à Londres), comme un moment de l'expérience du prolétariat. En en tirant le bilan, Guesde et Vaillant soulignent la nécessité d'une direction politique. Les années 1878-80 voient aussi la reprise d'une grande vague de luttes et de mouvements revendicatifs qui contribuent à réunifier le prolétariat français.

Enfin, à la fin de la décennie 1870-80 s'affirme un courant qui revendique le programme communiste : "C'est dans ces conditions que depuis ma rentrée, je me suis occupé de former ce "parti ouvrier indépendant et militant" que vous (Marx NDR) déclarez justement "de la plus haute importance" en vue des événements qui se préparent. Mais pour que ce parti soit à la fois "indépendant" et "militant" il faut de toute nécessité que le prolétariat français qui doit le constituer soit arraché à la duperie du radicalisme bourgeois et que, d'autre part, il soit bien persuadé que son émancipation ne saurait sortir que

de la lutte. Couper le cable qui retenait encore nos travailleurs dans les eaux radicales ou jacobines bourgeoises, et leur démontrer le néant des solutions à l'amiable ou pacifiques (coopération, banques etc.) tel a du être et tel a été notre double plan, aujourd'hui en pleine voie de succès." (Guesde à Marx. 1879)

Nous aborderons les différents moments de la constitution de ce parti dans notre prochain numero.

oOo

(1) Au cours des premières années de la III^e République, la bourgeoisie démocrate, dans la foulée de la répression contre la Commune, prononça plus de condamnations et commit plus d'actes de répression que sous la dictature militaire de Napoléon III.

(2) Cette phrase d'Engels vise directement les blanquistes, qui se faisaient une fierté d'être ceux qui "refusaient les compromis".

(à suivre)